

Bulletin d'histoire politique

Claude G. Charron, La partition du Québec. De Lord Durham à Stéphane Dion. Montréal, VLB éditeur, 1996, 204 pages

Josée Legault



Volume 5, Number 1, Fall 1996

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063596ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063596ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Legault, J. (1996). Review of [Claude G. Charron, *La partition du Québec. De Lord Durham à Stéphane Dion*. Montréal, VLB éditeur, 1996, 204 pages]. *Bulletin d'histoire politique*, 5(1), 100–101. <https://doi.org/10.7202/1063596ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1996

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Claude G. Charron,
La partition du Québec. De Lord Durham À Stéphane Dion.
Montréal, VLB éditeur, 1996, 204 pages.

Claude G. Charron est un bel entêté. Bien avant que le mot «partition» ait acquis une quelconque signification pour le Québécois moyen, cet ancien militant du Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (RIN) et du Parti québécois produisait un mémoire de maîtrise sur un sujet pour ainsi dire inconnu. En 1996, alors que les appuis à un éventuel démembrement du Québec se font de plus en plus nombreux, son mémoire fut publié sous forme d'essai dans la collection «Parti pris» de VLB.

Sans surprise aucune, l'ouvrage de Claude G. Charron aura eu droit à une couverture médiatique famélique. Dans un Québec où même les élites souverainistes s'entêtent à nier l'importance du phénomène partitionniste — et où les fédéralistes préfèrent pour le moment en faire un usage stratégique — le spectre de la partition et de son appui généralisé chez les Anglo-Québécois fait, de toute évidence, très peur.

Constitué de sept chapitres thématiques, *La Partition du Québec* propose une analyse détaillée du «discours» et des arguments partitionnistes. Ce discours est celui des partisans d'un «découpage ethnique du territoire du Québec dans l'éventualité où les Québécois opéreraient majoritairement pour la souveraineté» ou du «démembrement du territoire d'une nation engagée dans un processus d'accession à la souveraineté» (p. 52).

Remontant à la première partition qui fut imposée au Québec par les Britanniques en 1791 (Acte constitutionnel), Claude G. Charron rappelle au lecteur que cette «solution» au problème des conflits inter-groupes est une donnée historique incontournable. D'ailleurs, le lecteur retrouvera dans les deux premiers chapitres du livre consacrés aux fondements historiques du partitionnisme un éclairage édifiant du caractère répétitif de la dynamique profondément conflictuelle entre francophones et anglophones du Québec et du Canada. C'est au moment de crises particulièrement exacerbées que l'on voit poindre au coeur de cette dynamique l'«option» de la partition ou d'une scission ethno-linguistique du Québec.

Claude G. Charron fait également le lien entre l'opposition viscérale des anglophones à la francisation du Québec et leur rejet d'un nationalisme qui pourrait déboucher sur la création d'un État francophone indépendant. Épiphénomène du fossé politique séparant encore aujourd'hui une majorité de francophones et d'anglophones, cette double opposition se traduit depuis le référendum du 30 octobre 1995 en une résurgence chez les anglophones de

l'option partitionniste ou du refus absolu et inconditionnel de cet éventuel et possible État francophone souverain. Le retour du débat linguistique — et de la réaction virulente des anglophones — en constitue une illustration de premier ordre.

À travers une analyse détaillée d'un corpus d'ouvrages, de discours et d'articles de journaux et de périodiques, M. Charron nous fait aussi voir l'étendue de la popularité — on oserait même dire la «crédibilité» — dont jouirait le partitionnisme dans certains cercles médiatiques et intellectuels canadiens hors Québec. C'est ici que le lecteur québécois risque de subir son plus grand choc. Discutant avec force détails d'une partition géographique ethno-linguistique ou d'une guerre civile ou inter-étatique, ces extraits nous font voir la profondeur du rejet de la possibilité même de la souveraineté du Québec sans qu'elle soit accompagnée d'une formidable «punition» politique et/ou économique de l'ancienne province. Et c'est bel et bien cet acharnement à vouloir «punir» qui en dit le plus long sur l'état actuel de la politique canadienne.

Bref, le lecteur trouvera dans cet ouvrage les éléments d'analyse et les références bibliographiques qui lui permettront de s'initier à un objet d'étude auquel peu d'historiens et de politologues s'intéressent. Le livre de Claude G. Charron aide également à enclencher une réflexion globale sur une conjoncture post-référendaire particulièrement volatile. L'inaction du présent gouvernement Bouchard face aux appuis grandissants du partitionnisme et à une opposition de plus en plus agressive des anglophones aux politiques linguistiques forment certes des éléments de réflexion qu'on ne saurait négliger.

L'ouvrage de Claude G. Charron permet de mieux comprendre une «option» politique dont les appuis iront en grandissant dans la mesure — bien entendu — où le Parti québécois conserverait une plateforme souverainiste claire et nette.

Mais *La Partition du Québec* souffre aussi de quelques carences. Le manque d'homogénéité dans le style d'écriture et d'analyse — passant de Herder aux «homards de Jacques Parizeau» — pose problème. De plus, le manque d'explication de plusieurs événements d'actualité mentionnés par l'auteur ou des principaux acteurs aide peu le lecteur moyen à se retrouver dans une impressionnante mer événementielle.

Cela dit, en accomplissant son travail d'analyste et d'intellectuel, M. Charron a le grand mérite de refuser l'aveuglement volontaire des élites québécoises face au partitionnisme anglo-canadien. La lecture de son ouvrage en est un témoignage éloquent.

Josée Legault,
Politologue, UQAM.